

tonneau de jauge brut (110\$ s/TJB) et ce pour compter du 1^{er} novembre 2002.

Article 2 - Les navires de pêche pélagique exploités sous le régime de la licence libre, sont tenus d'effectuer au moins, deux transbordements de marées entières par an, en rade du port autonome de Nouadhibou. Les navires qui, pour des raisons techniques, ne peuvent pas effectuer ces transbordements auront à payer un forfait annuel. Ce forfait est fixé en fonction du TJB sur la base du paiement effectué par les navires ayant réalisé effectivement ce transbordement.

L'affectation des fonds résultant de ces paiements sera définie en concertation avec le ministère des Finances.

Article 3 - Les armateurs de navires pélagiques exploités sous le régime de la licence libre contribuent pour 3,5 dollars américains (3,5\$) par tonneau de jauge brute, par an et par navire aux frais des observateurs scientifiques. Cette contribution est payable en même temps que les redevances et en sus de celles - ci. Ce montant est versé dans un compte ouvert à la BCM au nom de la DSPCM.

Article 4 - Le présent arrêté abroge et remplace toute disposition contraire et notamment l'arrêté n°095 du 05/03/1998, portant détermination de la redevance à payer au titre des licences libres pour la pêche pélagique.

Article 5 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le Directeur des Pêches, le Directeur Régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 001205 du 20 octobre 2002 portant approbation d'un modèle de

convention type pour les navires sous le régime de la licence libre.

Article premier: Il est institué un modèle type de convention pour l'exploitation des navires sous le régime de licence libre, dans les eaux sous juridiction de la République Islamique de Mauritanie

Article 2: Le modèle type de convention est annexé au présent Arrêté

Article 3: Le Secrétaire général et le Directeur des pêches sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera exécuté selon les procédures d'urgence et publié au Journal officiel

ANNEXE N°1 DE L'ARRETE PORTANT
APROBATION D'UN MODELE TYPE DE
CONVENTION SOUS LE REGIME DE LA
LICENCE LIBRE

Entre

Le Ministère des pêches et de l'Economie Maritime, représenté par Monsieur

_____ ci - après désigné le Ministère

D'une part,

Et

La Société (nom de la société et

adresse _____ représentée par

_____ ci dessous désignée la Société

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

Article premier: l'Etat Mauritanien autorise la Société à faire procéder à la pêche des espèces _____ dans les eaux sous juridiction mauritanienne, le navire _____ dont les caractéristiques techniques sont indiquées en annexe.

Ce navire sera autorisé pour une période de _____ à compter de la date de signature de la présente convention. Toutefois, pour des raisons dictées par l'état de la ressource ou au mode de gestion, le Ministère peut décider de mettre fin à cette convention, sous réserve d'en informer la société par les voies appropriées trois (3) mois à l'avance.

Article 2 - En contre partie des possibilités de pêche prévues à l'article 1^{er} la société

s'engage à verser au Trésor Public Mauritanien une redevance annuelle toute taxe comprise conformément aux taux arrêté par le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime au titre des licences libres pour la pêche des espèces indiquées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3 - Le Ministère établira la licence de pêche sur présentation de l'attestation de recettes délivrées par le Trésor Public Mauritanien confirmant le paiement.

Article 4: Les navires de pêche pélagique exploités sous le régime de la licence libre sont tenus d'effectuer au moins, deux transbordements par an d'une marée entière chacun, en rade du port Autonome de Nouadhibou. Il reste entendu que la manutention sera assurée par la main d'œuvre mauritanienne.

Les navires que, pour des raisons techniques, ne peuvent pas effectuer ces transbordements, auront à payer un forfait annuel. Ce forfait est fixé en fonction du TJB sur la base du Paiement effectué par les navires de même catégorie ayant réalisé effectivement ce transbordement.

Article 5: La Société s'engage à remplir le journal de pêche et à transmettre les statistiques de captures des navires conformément à la réglementation en vigueur et aux indications de l'organe désigné aux fins de Contrôle et à la surveillance en Mer.

Article 6: La société s'engage à prendre toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le respect, par son navire, des dispositions de la présente convention et de la réglementation régissant les activités de pêche dans la Zone Economique Exclusive de la Mauritanie notamment en matière de zones de pêche, d'engins de pêche, d'espèces autorisées, de l'embarquement d'un observateur scientifique et des marins mauritaniens dans les proportions fixées par la réglementation en vigueur soit 35% de l'effectif de l'équipage du navire autorisé. La Société tenue responsable des conséquences du non - respect des dispositions de la présente convention.

Article 7: La Société produira tous les documents justifiant les caractéristiques techniques du navire notamment le certificat International de jauge dûment authentifié et le soumettra préalablement à l'activité de pêche, aux contrôles effectués par les services compétents désignés à cet effet.

Article 8: Au cours de son activité, le navire communiquera à l'organe désigné aux fins de contrôle et de surveillance en mer et suivant les fréquences qu'il aura fixées, toutes informations relatives à sa capture et position. En tout état de cause, le navire se soumettra au contrôle à l'entrée et à la sortie des zones de pêche aux points de passage prévus par la réglementation en vigueur en Mauritanie.

Article 9: Le remplacement ou substitutions de ce navire pourra être autorisé en cas d'arrêt de force majeure. Les temps d'arrêts d'activité éventuels du navire, objet de cette convention, ne donnent pas lieu à une compensation, sans préjudice toutefois de la possibilité d'opérer la substitution, mentionnée à l'alinéa précédent, pour la période restant à couvrir après dépôt auprès de la direction chargée des pêches de l'original de la licence de pêche.

Article 10: Le non - respect des engagements, ci-dessus, entraîne la suspension ou l'annulation de la licence de pêche par le Ministère sans droit de remboursement des sommes déjà versées au Trésor Public Mauritanien.

Article 11: Pour tout différend qui pourrait surgir entre les deux parties au cours de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pu être résolu à l'amiable, seuls les tribunaux Mauritaniens sont compétents.

Fait, le _____

POUR LA SOCIETE

POUR LE MINISTRE DES PECHEES ET DE
L'ECONOMIE MARITIME